

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2023/45466]

7 SEPTEMBRE 2023. — Arrêté 2022/1453 du Collège de la Commission communautaire française portant modification de diverses dispositions réglementaires relatives aux mandats dans les organismes d'intérêt public de la Commission communautaire française

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu l'article 22, alinéa 1^{er}, du décret de la Commission communautaire française du 17 mars 1994 portant création de l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle, remplacé par le décret du 19 juillet 2012 ;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 octobre 1994 portant le statut des fonctionnaires des organismes d'intérêt public de la Commission communautaire française, les articles 86/3 et 86/5;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 octobre 1994 fixant le statut pécuniaire du personnel des organismes d'intérêt public de la Commission communautaire française, l'article 42/5 ;

Vu l'arrêté 2012/156 du Collège de la Commission communautaire française du 20 septembre 2012 fixant les modalités de désignation de mandataires contractuels dans les organismes d'intérêt public de la Commission communautaire française au titre de l'article 26/1, alinéa 4, de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 octobre 1994 portant le statut des fonctionnaires des organismes d'intérêt public de la Commission communautaire française, les articles 3 à 5 ;

Vu l'arrêté 2017/1350 du Collège de la Commission communautaire française du 21 février 2019 relatif à la carrière des fonctionnaires de l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle, les articles 42, 43, 45 et 46 ;

Vu le protocole n° 2023/05 du 21 juin 2023 du Comité de secteur XV de la Commission communautaire française ;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle, donné le 30 juin 2023 ;

Vu le rapport d'évaluation de l'impact du présent arrêté sur la situation respective des femmes et des hommes du 4 juillet 2022 ;

Vu le rapport d'évaluation de l'impact du présent arrêté sur la situation de la personne handicapée du 4 juillet 2022 ;

Vu la demande d'avis dans un délai de trente jours prorogé de quinze jours, adressée au Conseil d'État le 11 juillet 2023, en application de l'article 84, § 1, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu l'accord de la Membre du Collège chargée de la fonction publique, donné le 25 mai 2023 ;

Sur proposition du Membre du Collège chargé de la Formation professionnelle ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle une matière visée aux articles 127 et 128 de la Constitution en vertu de l'article 138 de celle-ci.

CHAPITRE I^{er}. — *Modifications de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 octobre 1994 portant le statut des fonctionnaires des organismes d'intérêt public de la Commission communautaire française.*

Art. 2. L'article 86/2 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 octobre 1994 portant le statut des fonctionnaires des organismes d'intérêt public de la Commission communautaire française est remplacé par ce qui suit :

“ Art.86/2. § 1^{er}. En préparation de chaque entretien d'évaluation, le mandataire de rang 16 rédige un rapport détaillant dans quelle mesure les objectifs qui lui sont assignés sont atteints ou sont en voie d'être atteints et les moyens qui ont été mis en œuvre pour y parvenir.

Les Membres du Collège chargés de la fonction publique et de la formation professionnelle arrêtent conjointement le modèle du rapport susmentionné.

§ 2. La Commission d'évaluation prend connaissance du rapport qui lui est communiqué par le mandataire de rang 16, en transmet copie au Membre du Collège chargé de la formation professionnelle et recueille son avis quant à la réalisation des objectifs fixés lors de l'attribution du mandat et quant à la manière dont le mandat a été exercé.

§ 3. La commission d'évaluation invite ensuite le mandataire de rang 16 à un entretien d'évaluation. A cette occasion, elle transmet au mandataire de rang 16 l'avis visé au § 2.

La Commission d'évaluation tient compte du changement éventuel des objectifs en application de l'article 38, §§ 2 et 4, de l'arrêté 2017/1350 du Collège de la Commission communautaire française du 21 février 2019 relatif à la carrière des fonctionnaires de l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle.

§ 4. A l'issue de l'entretien d'évaluation, la commission d'évaluation rédige un rapport d'évaluation et arrête une mention. Le rapport d'évaluation est notifié, contre accusé de réception, au mandataire de rang 16.

§ 5. La mention “ favorable » est attribuée au mandataire de rang 16 lorsque celui-ci a atteint les objectifs qui lui sont assignés, que sa contribution à l'atteinte de ces objectifs est avérée.

La mention “ satisfaisant » est attribuée au mandataire de rang 16 lorsque celui-ci a partiellement réalisé ses objectifs mais que des améliorations substantielles doivent être apportées en vue d'exercer de façon optimale et complète la mission de gestion confiée ou lorsque sa contribution personnelle à l'atteinte de ses objectifs est limitée.

La mention “ défavorable » est attribuée au mandataire de rang 16 lorsqu'il ressort de l'évaluation que le fonctionnement du mandataire est inférieur au niveau attendu ou que les objectifs assignés n'ont pas été atteints ou que la manière d'atteindre ces objectifs n'a pas été optimale ou que sa contribution personnelle à l'atteinte des objectifs est faible.

Dans son évaluation, la commission d'évaluation doit tenir compte des circonstances imprévisibles ou indépendantes qui ont rendu impossible la réalisation totale ou partielle des objectifs fixés. »

Art. 3. L'article 86/3 du même arrêté est modifié comme suit :

1° Dans le paragraphe 1^{er}, le 1^{er} alinéa est remplacé par ce qui suit : " Le mandataire de rang 16 est convoqué à un premier entretien d'évaluation deux ans après le début du mandat et, au plus tard, deux ans et trois mois après le début du mandat. »

2° Dans le paragraphe 1^{er}, 2^{ème} alinéa, les mots " une évaluation complémentaire a lieu six mois après cette première évaluation » sont remplacés par les mots " une évaluation complémentaire au lieu dans un délai de six mois après la date de notification de cette première évaluation ».

3° Dans le paragraphe 1^{er}, le 3^{ème} alinéa est abrogé.

4° Dans le paragraphe 2, les mots " trois mois » sont remplacés par les mots " six mois ».

5° Le paragraphe 3, alinéa 1^{er}, est remplacé par ce qui suit : " § 3. Si, à l'issue de cette seconde évaluation, la mention attribuée au mandataire de rang 16 est " favorable », le Collège peut renouveler une seule fois son mandat sans qu'il soit procédé à une nouvelle procédure de désignation au poste qu'il occupe. Le Collège fixe les objectifs à atteindre au terme du nouveau mandat. Toutefois, le mandataire en fonction au moment de la prise d'effet du présent alinéa est considéré comme exerçant une première période de mandat. »

6° Dans le paragraphe 3, alinéa 2, les mots " dans un délai de trois mois » sont insérés entre les mots " établi, » et " à l'occasion » ;

Art. 4. L'article 86/4 du même arrêté est remplacé par ce qui suit : " Art. 86/4. § 1^{er}. Le mandataire de rang 16 qui ne marque pas son accord sur la mention " satisfaisant » ou " défavorable » dispose de quatorze jours à partir de la notification de son évaluation pour introduire un recours devant le Collège.

L'introduction du recours est suspensif.

Le Collège statue sur le recours du mandataire de rang 16 ».

Art. 5. L'article 86/5 du même arrêté est remplacé par ce qui suit : " Art. 86/5. Le Collège doit se prononcer dans les soixante jours de la réception du recours. Ce délai est prolongé de plein droit d'un mois lorsque le recours est reçu entre le 1^{er} juin et le 31 juillet. A sa demande, le mandataire est entendu. Il peut se faire assister par la personne de son choix.

Le Collège peut déléguer cette audition à deux Membres du Collège. A cet effet, les Membres du Collège reçoivent délégation pour entendre le mandataire, établir un procès-verbal détaillé, recueillir toutes informations utiles et présenter le dossier au Collège ».

CHAPITRE II. — *Modifications de l'arrêté 2017/1350 du Collège de la Commission communautaire française du 21 février 2019 relatif à la carrière des fonctionnaires de l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle*

Art. 6. L'article 38 de l'arrêté 2017/1350 du Collège de la Commission communautaire française du 21 février 2019 relatif à la carrière des fonctionnaires de l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle est remplacé par ce qui suit :

" Art. 38. § 1^{er}. Sur proposition du Membre du Collège chargé de la formation professionnelle, le Collège arrête la description de fonction de l'emploi de mandat de rang 16 à pourvoir et les objectifs pour la durée du mandat.

§ 2. Au cours de l'exercice du mandat, l'autorité visée au § 1^{er} peut modifier les objectifs qu'elle a déterminés avant l'attribution dudit mandat afin d'intégrer les éléments contenus dans la déclaration de politique générale, ainsi que les grandes orientations définies par le membre du Collège chargé de la formation professionnelle.

§ 3. Dans les six mois qui suivent sa prise de fonction, le mandataire de rang 16 rédige un plan de gestion qui tient compte des objectifs à atteindre fixés par le Collège, dans lequel le mandataire fixe les indicateurs nécessaires à l'évaluation des objectifs. Le mandataire soumet le plan de gestion au membre du Collège chargé de la formation professionnelle, pour approbation. Celui-ci le soumet ensuite au Collège, pour approbation.

§ 4. Le mandataire peut également proposer des modifications aux objectifs visés au § 1^{er}. Préalablement à toute modification par le Collège, une concertation a lieu entre le mandataire de rang 16 et le Membre du Collège chargé de la formation professionnelle ».

§ 5. Préalablement à l'adoption des objectifs visés aux §§ 1^{er}, 2 et 4, l'avis du Comité de gestion est sollicité. Cet avis est rendu dans un délai ne pouvant dépasser trente jours prenant cours le lendemain de sa saisine par le Membre du Collège chargé de la formation professionnelle.

Art. 7. L'article 39 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

" Art.39. § 1^{er}. Le mandataire de rang 16 exerce effectivement le mandat.

Dans le cas où il ne peut pas exercer le mandat pour cause de décès, de maladie de longue durée, de congé de maternité, de suspension dans l'intérêt du service, de démission, ou pour toute autre raison qui l'empêche d'exercer son mandat, le Collège peut confier temporairement le mandat à un autre membre du personnel pour une durée maximum de six mois qui peut être renouvelée.

Dans cette hypothèse, le Collège n'est pas tenu par les dispositions des articles 37 à 46. Le Collège statue par décision motivée sur base des titres et mérites des candidats.

§ 2. Le mandataire exerce sa tâche à temps plein.

Pendant son mandat, il ne peut obtenir :

1° un congé pour interruption de la carrière professionnelle sauf si celle-ci vise le congé parental, les soins palliatifs et les soins en cas de maladie grave;

2° un congé pour présenter sa candidature aux élections, pour détachement auprès d'un cabinet ministériel ou pour l'exercice d'une fonction auprès d'un groupe politique reconnu;

3° un congé pour exercer un mandat politique;

4° un congé pour accomplir un stage ou une période d'essai dans un autre emploi d'un service public;

5° un congé de formation;

6° un congé pour remplir en temps de paix des prestations militaires ou des services en exécution des lois sur le statut des objecteurs de conscience;

7° un congé pour mission d'intérêt général;

8° l'autorisation d'exercer ses fonctions par prestations réduites pour convenance personnelle, dans le cadre de la semaine de quatre jours et dans le cadre du travail à mi-temps à partir de 50 ou 55 ans;

9° un congé pour convenances personnelles;

10° un congé pour être mis à disposition du Roi ;

11° un congé parental hors de l'interruption de carrière.

12° l'autorisation d'exercer une fonction d'administrateur dans un comité de gestion d'une société de droit public ou privé ou d'une association sans but lucratif dont l'objet social entre dans le champ des compétences de sa fonction.

Art. 8. Dans l'article 41, § 1^{er}, alinéa 3, du même arrêté, les mots " , en cas de révocation » sont insérés entre les mots " rétrogradation » et " ou encore par la démission volontaire du mandataire ».

Dans le même article, le § 2 est remplacé par la disposition suivante :

" Le fonctionnaire dont le mandat prend fin intègre un emploi de l'Institut correspondant au grade qu'il occupait avant l'attribution du mandat.

Art. 9. Dans l'article 42 du même arrêté les modifications suivantes sont apportées :

1° Dans le paragraphe 1^{er}, devenant l'alinéa 1^{er}, le mot " douze » est remplacé par le mot " neuf » ;

2° Le paragraphe 2 est abrogé.

Art. 10. Dans l'article 43 du même arrêté les modifications suivantes sont apportées :

1° Au paragraphe 1^{er}, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit : " La vacance des mandats de rang 16 est portée à la connaissance des fonctionnaires par un appel aux candidats publié au *Moniteur belge*, sur les sites internet de l'Institut et de la Commission communautaire française et dans au moins deux organes de presse écrite ou informatique belges de langue française spécialisés dans les annonces en matière d'emploi ».

2° Au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, 1°, les mots " du Membre du Collège qui a la tutelle sur l'Institut » sont remplacés par les mots " du secrétariat de la commission de sélection » ;

3° Le paragraphe 1^{er}, alinéa 2, 3°, est remplacé par ce qui suit : " 3° les coordonnées du service auprès duquel la description de fonctions de l'emploi à conférer, les objectifs visés à l'article 38 et le CV standardisé visé au § 3 peuvent être obtenus ».

4° Au paragraphe 2, les mots " au Membre du Collège qui a la tutelle sur l'Institut » sont remplacés par les mots " au secrétariat de la commission de sélection »

5° Le paragraphe 3 est remplacé par ce qui suit : " § 3 Tout acte de candidature comporte un exposé des titres et mérites que le candidat fait valoir pour postuler au mandat de rang 16 avec utilisation d'un CV standardisé dont le modèle est fixé conjointement par les Membres du Collège chargés de la fonction publique et de la formation professionnelle.

Art. 11. L'article 44 du même arrêté est abrogé.

Art. 12. Dans l'article 45 du même arrêté les modifications suivantes sont apportées :

1° Il est inséré un paragraphe 1/2 rédigé comme suit : " La commission de sélection invite les candidats dont la candidature a été déclarée recevable à un *assessment*. L'*assessment* consiste en un ensemble d'exercices de simulation destinés à vérifier les compétences et les capacités requises pour le mandat de rang 16. L'*assessment* est organisé par un bureau d'*assessment* ».

2° Le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit : " La Commission de sélection invite les candidats au mandat de rang 16 ayant présenté l'*assessment* à un entretien.

Avant l'entretien, la commission recueille l'avis du Membre du Collège chargé de la formation professionnelle ou de son délégué pour connaître ses attentes dans le respect des objectifs fixés par le Collège.

La Commission de sélection émet un avis motivé en tenant compte :

- du degré d'adéquation entre le profil du candidat et la description de fonction vérifiée lors de l'entretien ;
- Des titres et mérites que le candidat fait valoir ;
- Du résultat de l'*assessment*.

Au terme de la sélection et après analyse de leur candidature, les candidats sont inscrits, par décision motivée, soit dans le groupe A " apte », soit dans le groupe B " pas apte ». Dans le groupe A, les candidats sont classés.

En cas d'ex-aequo entre les candidats inscrits dans le groupe A " Apte », le candidat qui appartient au sexe représenté à moins d'un tiers dans les deux premiers degrés de la hiérarchie est classé avant le candidat de l'autre sexe.

Art. 13. Dans le même arrêté, il est inséré un article 46/1 rédigé comme suit :

" Art.46/1. Le mandataire de rang 16 communique chaque année, pour le 15 février au plus tard, au membre du Collège chargé de la formation professionnelle, un rapport annuel établissant les résultats de l'année écoulée relatifs aux objectifs stratégiques repris dans le plan de gestion. Le rapport annuel comprend un commentaire quant à l'évolution constatée sur la base des indicateurs préalablement fixés visés à l'article 38, § 3.

Le rapport annuel mentionne par objectif, là où c'est possible, les allocations de base concernées du budget de l'Institut afin de réaliser un lien entre le budget et les objectifs à réaliser du plan de gestion ».

Art. 14. Dans le même arrêté, il est inséré un article 46/2 rédigé comme suit :

" Art. 46/2. A la suite du rapport annuel, les modalités du contrôle concernant les objectifs stratégiques du plan de gestion visé à l'article 38, § 3, sont organisées entre le mandataire de rang 16 et le membre du Collège chargé de la formation professionnelle ».

CHAPITRE III. — *Modifications de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 octobre 1994 fixant le statut pécuniaire du personnel des organismes d'intérêt public de la Commission communautaire française*

Art. 15. L'article 42/5 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 octobre 1994 fixant le statut pécuniaire du personnel des organismes d'intérêt public de la Commission communautaire française est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

“ En cas d'interruption de l'exercice du mandat, la prime n'est due que si cette interruption ne dépasse pas trente jours ouvrables et n'enlève pas au mandataire le bénéfice de son traitement.

Si la mention favorable visée à l'article 86/2, § 5, de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 octobre 1994 portant le statut des fonctionnaires des organismes d'intérêt public de la Commission communautaire française lui a été attribuée, la prime de mandat du mandataire est doublée pour la période sur laquelle porte cette évaluation. Le doublement de la prime est payé dans les trois mois qui suivent l'évaluation ».

CHAPITRE IV. — *Modifications de l'arrêté 2012/156 du Collège de la Commission communautaire française du 20 septembre 2012 fixant les modalités de désignation de mandataires contractuels dans les organismes d'intérêt public de la Commission communautaire française au titre de l'article 26/1, alinéa 4, de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 octobre 1994 portant le statut des fonctionnaires des organismes d'intérêt public de la Commission communautaire française*

Art. 16. Dans l'article 3 de l'arrêté 2012/156 du Collège de la Commission communautaire française du 20 septembre 2012 fixant les modalités de désignation de mandataires contractuels dans les organismes d'intérêt public de la Commission communautaire française au titre de l'article 26/1, alinéa 4, de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 octobre 1994 portant le statut des fonctionnaires des organismes d'intérêt public de la Commission communautaire française, le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

“ § 2. Le candidat introduit un acte de candidature qui comporte un exposé des titres et mérites que le candidat fait valoir pour postuler à l'emploi avec utilisation d'un CV standardisé dont le modèle est fixé conjointement par les Membres du Collège chargés de la fonction publique et de la formation professionnelle ».

Art. 17. L'article 4 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

“ Art. 4. Les mandats de rang 16 des organismes d'intérêt public de la Commission communautaire française sont conférés par le Collège aux candidats externes dans les mêmes conditions et selon les mêmes règles que celles fixées aux articles 37 à 46/2 de l'arrêté 2017/1350 du Collège de la Commission communautaire française du 21 février 2019 relatif à la carrière des fonctionnaires de l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle, à l'exception des articles 40, alinéa 1^{er}, 41, § 2, 42, § 1^{er}, alinéa 1^{er} et 43, § 4.

Art. 18. A l'article 5 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 2 est remplacé comme suit : “ Le contrat de travail est conclu pour une durée indéterminée avec terme. Il prend fin de plein droit quand s'achève le mandat conformément aux dispositions fixées par le présent arrêté. »

2° dans l'alinéa 3, les mots “ de manière anticipée, » sont insérés entre les mots “ Il y est mis fin, » et “ selon les modalités ».

3° dans l'alinéa 3, les mots “ ou en cas de non-renouvellement du mandat visé à l'article 86/3, §§ 4 et 5 de l'arrêté précité » sont abrogés.

4° L'article 5 est complété par un alinéa 4 rédigé comme suit : “ En cas de démission volontaire avant la fin du mandat, un préavis de six mois est requis. Ce délai peut être réduit de commun accord ».

Art. 19. Dans le même arrêté, un article 5/1 est inséré, rédigé comme suit :

“ Art.5/1. § 1^{er}. Hormis la faute grave ou le cas de la démission volontaire, le mandataire dont le mandat prend fin reçoit une indemnité de fin de fonction. Cette indemnité s'élève à trois mois de traitement lorsque la période de mandat a duré moins de dix ans et six mois de traitement si elle a duré au moins dix ans.

§ 2. A sa demande, celui-ci peut également bénéficier d'un accompagnement au reclassement professionnel, à la condition qu'il soit arrivé au terme de son deuxième mandat consécutif, qu'il ait obtenu une évaluation de fin de deuxième mandat favorable et qu'il n'exerce aucune activité professionnelle (ne pas avoir conclu un contrat de travail, ne pas exercer une activité principale en tant qu'indépendant, ne pas être en service comme agent, statutaire ou contractuel, dans un service public).

Cet accompagnement est d'une durée de 60 heures étalées sur une période de maximum douze mois et fait l'objet d'une convention écrite.

Lorsque le mandataire demande à bénéficier de l'accompagnement au reclassement professionnel, le montant de l'indemnité de fin de fonction est diminué du coût nécessaire à cet accompagnement au reclassement professionnel.

CHAPITRE V. — *Dispositions transitoires et finales*

Art. 20. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois suivant l'expiration d'un délai de dix jours prenant cours le lendemain de sa publication au *Moniteur belge*, à l'exception de l'alinéa 1^{er} du paragraphe 3 de l'article 86/3 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 octobre 1994 portant le statut des fonctionnaires des organismes d'intérêt public de la Commission communautaire française, lequel sort ses effets le 1^{er} avril 2023.

Art. 21. Les mandataires qui ont conclu un contrat à durée indéterminée sans terme avant l'entrée en vigueur du présent arrêté peuvent bénéficier d'un accompagnement au reclassement professionnel aux conditions reprises au paragraphe 2 de l'article 5/1 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 septembre 2012 fixant les modalités de désignation de mandataires contractuels dans les organismes d'intérêt public de la Commission communautaire française au titre de l'article 26/1, alinéa 4, de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 octobre 1994 portant le statut des fonctionnaires des organismes d'intérêt public de la Commission communautaire française.

Art. 22. Les procédures de sélection en cours au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté se poursuivent jusqu'à leur terme selon les dispositions réglementaires qui étaient d'application avant l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Si une procédure de sélection est lancée avant le 1^{er} septembre 2023, elle est également régie par les dispositions réglementaires qui étaient d'application avant l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 23. Le Membre du Collège chargé de la formation professionnelle est chargé de l'exécution du présent arrêté. Bruxelles, le 7 septembre 2023.

La Présidente du Collège,

B. TRACHTE

Le Membre du Collège, chargé de la Formation professionnelle,

B. CLERFAYT

—————
VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2023/45466]

7 SEPTEMBER 2023. — Besluit 2022/1453 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot wijziging van diverse bepalingen betreffende de mandaten in de instellingen van openbaar nut van de Franse Gemeenschapscommissie

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie,

Gelet op artikel 22, eerste lid van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 maart 1994 houdende oprichting van het Franstalig Brussels Instituut voor Beroepsopleiding, gewijzigd door het decreet van 19 juli 2012;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 oktober 1994 houdende het statuut van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van de Franse Gemeenschapscommissie, de artikelen 86/3 en 86/5;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 oktober 1994 tot vaststelling van het geldelijk statuut van het personeel van de instellingen van openbaar nut van de Franse Gemeenschapscommissie, artikel 42/5;

Gelet op het besluit 2012/156 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 september 2012 houdende vaststelling van de regels voor de aanstelling van contractuele mandatarissen in de instellingen van openbaar nut van de Franse Gemeenschapscommissie in het kader van artikel 26/1, lid 4, van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 oktober 1994 houdende het statuut van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van de Franse Gemeenschapscommissie, de artikelen 3 tot 5;

Gelet op het besluit 2017/1350 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 21 februari 2019 betreffende de loopbaan van de ambtenaren van het Franstalig Brussels Instituut voor Beroepsopleiding, de artikelen 42, 43, 45 en 46;

Gelet op het protocol nr. 2023/05 van 21 juni 2023 van het Sectorcomité XV van de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van het Franstalig Brussels Instituut voor Beroepsopleiding, uitgebracht op 30 juni 2023;

Gelet op het verslag over de evaluatie van de impact van dit besluit op de respectieve situatie van vrouwen en mannen van 4 juli 2022;

Gelet op het verslag over de impact van dit besluit op de situatie van de personen met een handicap van 4 juli 2022;

Gelet op de adviesaanvraag binnen dertig dagen verlengd met vijftien dagen, die op 11 juli 2023 bij de Raad van State is ingediend, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat het advies niet is meegedeeld binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het akkoord van het Lid van het College bevoegd voor het openbaar ambt, gegeven op 25 mei 2023;

Op voorstel van het Lid van het College bevoegd voor de Beroepsopleiding;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet aangelegenheden bedoeld in de artikelen 127 en 128 van de Grondwet.

HOOFDSTUK I. — *Wijziging van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 oktober 1994 houdende het statuut van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van de Franse Gemeenschapscommissie*

Art. 2. Artikel 86/2 van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 oktober 1994 houdende het statuut van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van de Franse Gemeenschapscommissie wordt vervangen als volgt:

“Art.86/2. § 1. Ter voorbereiding van elk evaluatiegesprek stelt de mandataris van rang 16 een verslag op waarin wordt aangegeven in welke mate de hem toegewezen doelstellingen zijn of worden bereikt en welke middelen daartoe werden aangewend.

De leden van het College bevoegd voor het openbaar ambt en de beroepsopleiding stellen in onderling overleg het model van bovengenoemd verslag vast.

§ 2. De Evaluatiecommissie neemt kennis van het door de mandataris van rang 16 overgemaakte verslag en stuurt een kopie naar het Lid van het College bevoegd voor de beroepsopleiding en vraagt zijn advies over de vraag of de doelstellingen die bij de toewijzing van het mandaat zijn gesteld, zijn bereikt en over de wijze waarop het mandaat werd uitgevoerd.

§ 3. De Evaluatiecommissie nodigt de mandataris van rang 16 vervolgens uit voor een evaluatiegesprek. Bij deze gelegenheid stuurt zij het in § 2 bedoelde advies naar de mandataris van rang 16.

De Evaluatiecommissie houdt rekening met een eventuele wijziging van de doelstellingen overeenkomstig artikel 38, §§ 2 en 4, van ordonnantie 2017/1350 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 21 februari 2019 betreffende de loopbaan van de ambtenaren van het Franstalig Brussels Instituut voor Beroepsopleiding.

§ 4. Na afloop van het evaluatiegesprek stelt de evaluatiecommissie een evaluatieverslag op en stelt een vermelding vast. Het evaluatiegesprek wordt met ontvangstbevestiging naar de mandataris van rang 16 gestuurd.

§ 5. Aan de mandataris van rang 16 wordt de vermelding "gunstig" toegekend wanneer hij de hem toegewezen doelstellingen heeft bereikt en zijn bijdrage tot het bereiken van deze doelstellingen bewezen is.

De vermelding "voldoende" wordt aan de mandataris van rang 16 toegekend wanneer de doelstellingen gedeeltelijk door hem werden gerealiseerd maar dat er nog wezenlijke verbeteringen moeten worden aangebracht om de toevertrouwde managementopdracht optimaal en volledig te verwezenlijken of dat zijn persoonlijke bijdrage voor het bereiken van de doelstellingen beperkt is.

De vermelding "onvoldoende" wordt aan de mandataris van rang 16 toegekend wanneer uit de evaluatie blijkt dat de prestaties van de mandataris onder de verwachtingen liggen, of dat de vooropgestelde doelstellingen niet werden bereikt, of dat de manier waarop deze doelstellingen werden bereikt niet optimaal was, of dat de persoonlijke bijdrage van de mandataris voor het bereiken van de doelstellingen zwak is.

In zijn evaluatie moet de evaluatiecommissie rekening houden met de onvoorziene omstandigheden of omstandigheden onafhankelijk van de wil van de mandataris, die de totale of gedeeltelijke realisatie van de vastgestelde doelstellingen onmogelijk hebben gemaakt."

Art. 3. Artikel 86/3 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt:

1° In paragraaf 1 wordt het eerste lid vervangen door wat volgt: "De mandataris van rang 16 wordt uitgenodigd voor een eerste evaluatiegesprek twee jaar na de aanvang van het mandaat en uiterlijk twee jaar en drie maanden na de aanvang van het mandaat."

2° In paragraaf 1, tweede lid, worden de woorden "heeft een bijkomende evaluatie plaats zes maanden na deze eerste evaluatie" vervangen door de woorden "heeft een bijkomende evaluatie plaats zes maanden na de datum van kennisgeving van deze eerste evaluatie".

3° In paragraaf 1 wordt het derde lid opgeheven.

4° In paragraaf 2 worden de woorden "drie maanden" vervangen door de woorden "zes maanden".

5° Paragraaf 3, eerste lid, wordt vervangen door wat volgt: "§ 3: Indien na afloop van deze tweede evaluatie, de aan de mandataris van rang 16 toegewezen vermelding "gunstig" is, kan het College zijn mandaat eenmaal hernieuwen zonder nieuwe benoemingsprocedure. Het College stelt de doelstellingen vast die aan het einde van het nieuwe mandaat moeten zijn bereikt. De mandataris die in functie is op het moment dat dit lid van kracht wordt, wordt echter geacht een eerste ambtstermijn uit te oefenen."

6° In paragraaf 3, tweede lid, worden de woorden "binnen een termijn van drie maanden" ingevoegd tussen de woorden "stelt" en "ter gelegenheid van";

Art. 4. Artikel 86/4 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt: "Art. 86/4. § 1. De mandataris van rang 16 die niet akkoord gaat met de vermelding "voldoende" of "onvoldoende" beschikt over veertien dagen vanaf de kennisgeving van zijn evaluatie om beroep aan te tekenen bij het College.

Het beroep heeft schorsende werking.

Het College doet uitspraak over het door de mandataris van rang 16 ingestelde beroep."

Art. 5. Artikel 86/5 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt: "Art. 86/5. Het College doet uitspraak binnen zestig dagen na ontvangst van het beroep. Deze termijn wordt automatisch met een maand verlengd als het beroep tussen 1 juni en 31 juli wordt ontvangen. Op zijn verzoek wordt de mandataris gehoord. Hij kan zich laten bijstaan door een persoon van zijn keuze.

Het College kan dit verhoor delegeren aan twee Leden van het College. Hiertoe worden de Leden van het College gemachtigd om de vertegenwoordiger te horen, gedetailleerde notulen op te stellen, alle nuttige informatie te verzamelen en de zaak voor te leggen aan het College".

HOOFDSTUK II. — Wijzigingen van het besluit 2017/1350 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 21 februari 2019 betreffende de loopbaan van de ambtenaren van het Franstalig Brussels Instituut voor Beroepsopleiding

Art. 6. Artikel 38 van het besluit 2017/1350 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 21 februari 2019 betreffende de loopbaan van de ambtenaren van het Franstalig Brussels Instituut voor Beroepsopleiding wordt vervangen als volgt:

"Art. 38, § 1. Op voorstel van het Lid van het College bevoegd voor de beroepsopleiding, stelt het College de functiebeschrijving van het te vervullen mandaat van rang 16 en de doelstellingen voor de duur van het mandaat vast.

§ 2 Tijdens de duur van het mandaat kan de in § 1 bedoelde bevoegde autoriteit de doelstellingen die het vóór de toekenning van het genoemde mandaat heeft bepaald, wijzigen om er de elementen uit de algemene beleidsverklaring en de door het lid van het College bevoegd voor de beroepsopleiding bepaalde krachtlijnen in op te nemen.

§ 3 Binnen zes maanden na zijn ambtsaanvaarding stelt de mandataris van rang 16 een beheerplan op dat rekening houdt met de door het College vastgestelde te bereiken doelstellingen, waarin de mandataris de indicatoren vaststelt die nodig zijn om de doelstellingen te beoordelen. De mandataris legt het beheerplan ter goedkeuring voor aan het Lid van het College bevoegd voor de beroepsopleiding. Deze legt het vervolgens ter goedkeuring voor aan het College.

§ 4 De mandataris kan ook wijzigingen van de in § 1 vermelde doelstellingen voorstellen. Voorafgaand aan elke wijziging door het College vindt overleg plaats tussen de mandataris van rang 16 en het Lid van het College bevoegd voor de beroepsopleiding.

§ 5 Alvorens de doelstellingen bedoeld in §§ 1, 2 en 4 worden aangenomen, wordt het advies van het Beheerscomité ingewonnen. Dit advies wordt uitgebracht binnen een termijn van ten hoogste dertig dagen, te rekenen vanaf de dag volgend op de datum van indiening van het verzoek door het Lid van het College bevoegd voor de Beroepsopleiding."

Art. 7. Artikel 39 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt:

“Art. 39. § 1. De mandataris van rang 16 oefent het mandaat daadwerkelijk uit.

In geval hij het mandaat niet kan uitoefenen wegens overlijden, langdurige ziekte, zwangerschapsverlof, schorsing in het belang van de dienst, ontslag of enige andere reden die hem verhindert zijn mandaat uit te oefenen, kan het College het mandaat tijdelijk toekennen aan een ander personeelslid voor een hernieuwbare periode van maximaal zes maanden.

In dit geval, is het College niet gehouden door de bepalingen bedoeld in artikelen 37 tot 46. Het College spreekt zich bij gemotiveerde beslissing uit over de titels en verdiensten van de kandidaten.

§ 2 De mandataris oefent zijn taak voltijds uit.

Tijdens zijn mandaat kan hij:

1° geen verlof voor loopbaanonderbreking krijgen, uitgezonderd als dit het ouderschapsverlof, de palliatieve verzorging en de zorgen in geval van ernstige ziekte betreft;

2° geen verlof krijgen om zich kandidaat te stellen voor verkiezingen, om een ambt uit te oefenen in het kabinet van een minister of om een functie uit te oefenen bij een erkende politieke fractie;

3° geen politiek verlof krijgen;

4° geen verlof krijgen voor een stage of een proefperiode in een andere betrekking van een overheidsdienst;

5° geen verlof krijgen voor opleiding;

6° geen verlof krijgen voor het verrichten van sommige militaire prestaties in vredestijd en van bepaalde diensten in uitvoering van de wetten betreffende de statuten van de gewetensbezwaarden;

7° geen verlof voor opdracht van algemeen belang krijgen;

8° geen toelating verkrijgen om zijn functies uit te oefenen met verminderde prestaties voor persoonlijke aangelegenheden, in het kader van de vierdagenweek en in het kader van een halftijds werk vanaf 50 of 55 jaar;

9° geen verlof krijgen voor persoonlijke aangelegenheden;

10° geen verlof krijgen om ter beschikking gesteld te worden van de Koning van België;

11° geen ouderschapsverlof krijgen buiten de loopbaanonderbreking.

12° geen toelating verkrijgen om een functie van bestuurder uit te oefenen in een beheerscomité van een publiek- of privaatrechtelijke vennootschap of van een vereniging zonder winstoogmerk waarvan het maatschappelijk doel onder de bevoegdheid valt van de uitgeoefende mandaatfunctie.

Art. 8. In artikel 41, § 1, derde lid, van hetzelfde besluit worden de woorden “, in geval van afzetting” ingevoegd tussen de woorden “terugzetting in rang” en “of ook door vrijwillig ontslag van de mandataris”.

In hetzelfde artikel wordt § 2 vervangen door de volgende bepaling:

“De ambtenaar wiens mandaat afloopt, aanvaardt bij het Instituut een ambt dat overeenkomt met de rang die hij vóór zijn benoeming bekleedde.”

Art. 9. In artikel 42 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° In paragraaf 1, die lid 1 wordt, wordt het woord “twaalf” vervangen door het woord “negen”;

2° Paragraaf 2 wordt opgeheven.

Art. 10. In artikel 43 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° In paragraaf 1 wordt het eerste lid vervangen door wat volgt: “De ambtenaren worden ingelicht over de vacature voor de betrekking van rang 16 door middel van een oproep tot kandidaten die wordt gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad*, op de websites van het Instituut en van de Franse Gemeenschapscommissie en in ten minste twee Belgische Franstalige gedrukte of elektronische media die gespecialiseerd zijn in personeelsadvertenties.”.

2° In paragraaf 1, tweede lid, 1°, worden de woorden “het Lid van het College dat het toezicht houdt over het Instituut” vervangen door de woorden “het secretariaat van de selectiecommissie”;

3° Paragraaf 1, tweede lid, 3°, wordt vervangen door wat volgt: “3° de coördinaten van de dienst waar een functiebeschrijving van de openstaande betrekking, de beoogde doelstellingen bedoeld in artikel 38 en een standaard cv zoals bedoeld in § 3, bekomen kunnen worden.”

4° In paragraaf 2 worden de woorden “aan het Lid van het College dat het toezicht houdt over het Instituut” vervangen door de woorden “aan het secretariaat van de selectiecommissie”;

5° Paragraaf 3 wordt vervangen door wat volgt: “§ 3 Elke kandidatuur bevat een uiteenzetting van de titels en verdiensten die de kandidaat laat gelden om te solliciteren voor het mandaat van rang 16. De kandidaat maakt gebruik van het standaard cv opgesteld waarvan het model gezamenlijk wordt vastgesteld door de Leden van het College die bevoegd zijn voor het Openbaar Ambt en de Beroepsopleiding.”

Art. 11. Artikel 44 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 12. In artikel 45 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° Er wordt een paragraaf 1/2 ingevoegd, luidende als volgt: “De selectiecommissie nodigt de kandidaten van wie de kandidatuur ontvankelijk is verklaard, uit voor een assessment. Het assessment bestaat uit een geheel van simulatieoefeningen om na te gaan of iemand beschikt over de vereiste vaardigheden en bekwaamheden voor het mandaat van rang 16. Het assessment wordt georganiseerd door een assessmentbureau”.

2° Paragraaf 2 wordt vervangen door wat volgt: “De selectiecommissie nodigt de kandidaten voor het mandaat van rang 16 die geslaagd zijn voor het assessment uit voor een interview.

Vóór het interview vraagt de commissie het advies van het Lid van het College bevoegd voor de Beroepsopleiding of zijn afgevaardigde over zijn verwachtingen in het licht van de door het College bepaalde doelstellingen.

De Selectiecommissie brengt een gemotiveerd advies uit, rekening houdend met:

- de overeenstemming van het profiel van de kandidaat met de functiebeschrijving, getoetst na voornoemd gesprek;

- de titels en verdiensten die de kandidaat laat gelden;

- het resultaat van het assessment.

Na afloop van de selectie en na analyse van hun kandidatuur, worden de kandidaten bij gemotiveerde beslissing ingeschreven in hetzij groep A "geschikt", hetzij groep B "niet geschikt". In groep A worden de kandidaten gerangschikt.

Indien er een ex-aequo is tussen de kandidaten die in groep A "geschikt" ingeschreven worden, wordt diegene behorend tot het geslacht dat voor minder dan een derde vertegenwoordigd is in de eerste twee trappen van de hiërarchie voor de kandidaat van het ander geslacht gerangschikt.

Art. 13. In hetzelfde besluit wordt een artikel 46/1 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 46/1. Elk jaar, uiterlijk op 15 februari, dient de mandataris van rang 16 bij het lid van het College dat bevoegd is voor de beroepsopleiding een jaarverslag in waarin de resultaten van het voorbije jaar worden getoetst aan de strategische doelstellingen die in het beheerplan zijn opgenomen. Het jaarverslag bevat een toelichting bij de vastgestelde ontwikkeling op basis van de eerder vastgestelde indicatoren bedoeld in artikel 38, § 3.

Voor zover mogelijk worden in het jaarverslag de relevante basisallocaties van de begroting van het Instituut per doelstelling vermeld, teneinde een verband te leggen tussen de begroting en de in het beheerplan te verwezenlijken doelstellingen."

Art. 14. In hetzelfde besluit wordt een artikel 46/2 ingevoegd, dat luidt als volgt:

"Art. 46/2. Naar aanleiding van het jaarverslag worden de procedures voor de opvolging van de strategische doelstellingen van het beheerplan bedoeld in artikel 38, § 3, georganiseerd tussen de mandataris van rang 16 en het lid van het College bevoegd voor de beroepsopleiding."

HOOFDSTUK III. — *Wijzigingen van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 oktober 1994 tot vaststelling van het geldelijk statuut van het personeel van de instellingen van openbaar nut van de Franse Gemeenschapscommissie*

Art. 15. Artikel 42/5 van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 oktober 1994 tot vaststelling van het geldelijk statuut van het personeel van de instellingen van openbaar nut van de Franse Gemeenschapscommissie wordt aangevuld met twee leden luidende:

"In geval van onderbreking van de uitoefening van het mandaat is de premie slechts verschuldigd indien deze onderbreking niet langer duurt dan dertig werkdagen en de mandataris het voordeel van zijn wedde niet ontnemt.

Indien aan de mandataris een gunstige vermelding als bedoeld in artikel 86/2, § 5, van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 oktober 1994 tot vaststelling van het statuut van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van de Franse Gemeenschapscommissie is toegekend, wordt de mandaatpremie van de mandataris verdubbeld voor de periode waarop deze beoordeling betrekking heeft. De verdubbeling van de premie wordt betaald binnen drie maanden na de beoordeling."

HOOFDSTUK IV. — *Wijzigingen van het besluit 2012/156 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 september 2012 houdende vaststelling van de regels voor de aanstelling van contractuele mandatarissen in de instellingen van openbaar nut van de Franse Gemeenschapscommissie in het kader van artikel 26/1, lid 4, van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 oktober 1994 houdende het statuut van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van de Franse Gemeenschapscommissie*

Art. 16. In artikel 3 van het besluit 2012/156 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 september 2012 houdende vaststelling van de regels voor de aanstelling van contractuele mandatarissen in de instellingen van openbaar nut van de Franse Gemeenschapscommissie in het kader van artikel 26/1, lid 4, van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 oktober 1994 houdende het statuut van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van de Franse Gemeenschapscommissie, wordt de tweede paragraaf vervangen door wat volgt:

"§ 2. De kandidaat dient een kandidatuur in met een uiteenzetting van de titels en verdiensten die de kandidaat laat gelden om te solliciteren voor de betrekking. De kandidaat maakt gebruik van het standaard cv opgesteld waarvan het model gezamenlijk wordt vastgesteld door de Leden van het College die bevoegd zijn voor het Openbaar Ambt en de Beroepsopleiding."

Art. 17. Artikel 4 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling:

"Art. 4. De mandaten van rang 16 van de instellingen van openbaar nut van de Franse Gemeenschapscommissie worden door het College aan externe kandidaten toegekend onder dezelfde voorwaarden en volgens dezelfde regels als deze bepaald in de artikelen 37 tot 46/2 van het besluit 2017/1350 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 21 februari 2019 betreffende de loopbaan van de ambtenaren van het Franstalig Brussels Instituut voor Beroepsopleiding, met uitzondering van de artikelen 40, eerste lid, 41, § 2, 42, § 1, eerste lid en 43, § 4."

Art. 18. In artikel 5 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het tweede lid wordt vervangen als volgt: "De arbeidsovereenkomst wordt gesloten voor een onbepaalde duur met tijdsbepaling. Ze eindigt van rechtswege bij het einde van het mandaat overeenkomstig de bepalingen van dit besluit."

2° in het derde lid wordt het woord "vroegtijdig" ingevoegd tussen de woorden "Er wordt" en de woorden "een einde aan gesteld".

3° in het derde lid worden de woorden "of in geval van niet- hernieuwing van het mandaat als bedoeld in artikel 86/3, §§ 4 en 5 van het voornoemde besluit." opgeheven.

4° Artikel 5 wordt aangevuld met een vierde lid, luidende: "In geval van vrijwillig ontslag vóór het einde van het mandaat is een opzegging van zes maand vereist. Deze termijn kan in onderling overleg worden verkort".

Art. 19. In hetzelfde besluit wordt een artikel 5/1 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 5/1. § 1. Behalve in geval van zware fout of vrijwillig ontslag, ontvangt de mandataris wiens mandaat ten einde loopt een vertrekvergoeding. Deze vergoeding bedraagt drie maanden bezoldiging indien het mandaat minder dan tien jaar heeft geduurd en zes maanden bezoldiging indien het ten minste tien jaar heeft geduurd.

§ 2. Op zijn verzoek kan hij ook een beroep doen op outplacementbegeleiding, op voorwaarde dat hij het einde van zijn tweede opeenvolgende mandaat heeft bereikt, dat hij een gunstige evaluatie heeft gekregen aan het einde van zijn tweede mandaat en dat hij geen beroepsactiviteit uitoefent (geen arbeidsovereenkomst hebben gesloten, geen hoofdactiviteit als zelfstandige uitoefenen, niet in dienst zijn als statutair of contractueel personeelslid in een openbare dienst).

Deze begeleiding duurt 60 uur gespreid over een periode van maximaal twaalf maanden en is onderworpen aan een schriftelijke overeenkomst.

Als de mandataris vraagt om outplacementbegeleiding wordt het bedrag van de vertrekvergoeding vermindert met de kosten van deze outplacementbegeleiding.

HOOFDSTUK V. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 20. Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de maand die volgt op het verstrijken van een termijn van tien dagen die ingaat de dag na de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*, met uitzondering van artikel 86/3, eerste lid van paragraaf 3 van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 oktober 1994 houdende het statuut van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van de Franse Gemeenschapscommissie, dat uitwerking heeft vanaf 1 april 2023.

Art. 21. De mandatarissen die vóór de inwerkingtreding van dit besluit een overeenkomst van onbepaalde duur zonder tijdsbepaling hebben gesloten, kunnen een beroep doen op de outplacementbegeleiding onder de voorwaarden bepaald in paragraaf 2 van artikel 5/1 van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 september 2012 houdende vaststelling van de regels voor de aanstelling van contractuele mandatarissen in de instellingen van openbaar nut van de Franse Gemeenschapscommissie in het kader van artikel 26/1, lid 4, van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 oktober 1994 tot vaststelling van het statuut van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van de Franse Gemeenschapscommissie.

Art. 22. Selectieprocedures die lopen op het moment van inwerkingtreding van dit besluit worden voortgezet totdat ze zijn afgerond in overeenstemming met de regelgevende bepalingen die golden vóór de inwerkingtreding van dit besluit

Als een selectieprocedure wordt opgestart vóór 1 september 2023, zal ze ook onderworpen zijn aan de regelgevende bepalingen die van toepassing waren vóór de inwerkingtreding van dit besluit.

Art. 23. Het Lid van het College, bevoegd voor Beroepsopleiding, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 7 septembre 2023.

Voorzitter van het College,
B. TRACHTE
Collegelid belast met Beroepsopleiding,
B. CLERFAYT

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2023/45538]

7 SEPTEMBRE 2023. — Arrêté 2023/1869 du Collège de la Commission Communautaire Française relatif à l'approbation des profils métier et de formation de « Agent de gardiennage », « Aspirant aux métiers de la prévention, de la sécurité et de la défense », « Assistant de surveillance pénitentiaire », « Pompier », « Secouriste ambulancier (AMU) », « Ambulancier TMS (ATNUP) », « Officier subalterne », « Soldat matelot », « Sous-Officier d'élite », « Sous-Officier subalterne », « Sous-Officier supérieur », « Aide-soignant », « Assistant logistique en milieu hospitalier et collectivités », « Brancardier » et « Agent d'entretien en milieu de soin » produits par le Service Francophone des Métiers et des Qualifications (SFMQ)

Le Collège,

Vu l'Accord de coopération entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant la création du Service Francophone des Métiers et des Qualifications, en abrégé « S.F.M.Q. », conclu à Bruxelles le 27 mars 2009 ;

Vu le Décret du 10 décembre 2015 portant assentiment à l'accord de coopération entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant le Service Francophone des Métiers et des Qualifications, en abrégé « SFMQ » ;

Considérant que la ChaCA du S.F.M.Q. a validé le 11 juillet 2023 la création de profils de métier et de formation ;

Sur proposition du Membre du Collège ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le Collège de la Commission communautaire française approuve les profils de métier et de formation de l'agent de gardiennage (DEF.PRE.SECU-ag.gardien-V02-2023), tels que validés par la ChaCA en séance du 11 juillet 2023.

Art. 2. Le Collège de la Commission communautaire française approuve les profils de métier et de formation de l'aspirant aux métiers de la prévention, de la sécurité et de la défense (DEF.PRE.SECU-aspi.-V02-2023), tels que validés par la ChaCA en séance du 11 juillet 2023.

Art. 3. Le Collège de la Commission communautaire française approuve les profils de métier et de formation de l'assistant de surveillance pénitentiaire (DEF.PRE.SECU-asp-V02-2023), tels que validés par la ChaCA en séance du 11 juillet 2023.

Art. 4. Le Collège de la Commission communautaire française approuve les profils de métier et de formation de l'officier subalterne (DEF.PRE.SECU-off.sub-V02-2023), tels que validés par la ChaCA en séance du 11 juillet 2023.

Art. 5. Le Collège de la Commission communautaire française approuve les profils de métier et de formation du soldat matelot (DEF.PRE.SECU-sold.mat-V02-2023), tels que validés par la ChaCA en séance du 11 juillet 2023.

Art. 6. Le Collège de la Commission communautaire française approuve les profils de métier et de formation du sous-officier d'élite (DEF.PRE.SECU-sous.off.éli-V02-2023), tels que validés par la ChaCA en séance du 11 juillet 2023.